

« Que les évêques de France disent qu'aucune voix chrétienne ne doit aller à l'extrême droite le 24 avril ! » : l'appel du père Christian Delorme

Le Monde – 18 avril 2022

TRIBUNE

Alors que le christianisme est transformé par une partie de l'extrême droite en « idéologie de haine et d'exclusion », le prêtre du diocèse de Lyon appelle les évêques à se prononcer en faveur d'Emmanuel Macron, sans lui donner un blanc-seing.

Tribune. Triste répétition : voici cinq ans déjà, en mai 2017 et dans *Le Monde* déjà, je m'autorisais – sans succès ! – à en appeler à une parole publique de la part des évêques de France pour que ceux-ci affirment collectivement qu'un vote en faveur d'un(e) candidat(e) d'extrême droite est incompatible avec la foi chrétienne. Me voilà condamné à réitérer aujourd'hui cet appel, alors que, davantage qu'en 2017, la candidate Marine Le Pen a la possibilité de remporter cette élection présidentielle.

Mon appel n'a guère de chance d'être entendu – qui suis-je, d'ailleurs, pour prétendre avoir le droit d'être entendu ? –, mais je peux néanmoins espérer que quelques évêques oseront une parole claire, avant le dimanche du choix décisif. Je sais, aussi, que beaucoup de catholiques, laïcs, religieux (ses) et prêtres, ont (heureusement !) les mêmes attentes que moi.

Une « contre-offensive » chrétienne

Les chiffres du premier tour de l'élection présidentielle sont terrifiants : selon une étude de l'IFOP pour le quotidien *La Croix*, si on cumule les scores de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour et de Nicolas Dupont-Aignan, 40 % des catholiques pratiquants ont voté pour l'extrême droite ! C'est là un échec considérable pour l'Eglise et pour le christianisme en général. Comme l'échec terrible que représente, pour la démocratie française, cette confiance que tant de citoyens français croient pouvoir mettre désormais dans des personnes prônant des valeurs contraires aux fondements mêmes de cette démocratie.

Face à des mouvements migratoires qui appartiennent à l'histoire naturelle du monde mais dont la réalité est fortement travestie, et par peur de l'essor, dans notre société comme dans le monde entier, d'un islam de plus en plus prégnant, une partie de l'extrême droite en appelle, manifestement avec succès, à une sorte de « contre-offensive » chrétienne... dans une société majoritairement déchristianisée.

« Cette “extrême-droitisation” du catholicisme français représente une tragédie au moins aussi affligeante que l'ultra-déchristianisation de notre société »

Mais de quel christianisme s'agit-il ? Certainement pas d'un christianisme se référant au témoignage de Jésus de Nazareth, lui qui a prêché l'accueil de l'étranger, la fraternité universelle ! Il s'agit d'un christianisme sans Jésus ! Il s'agit d'un christianisme transformé en idéologie de haine. D'un christianisme de l'exclusion de l'autre. Autrement dit : d'un christianisme pervers, d'une hérésie contemporaine. D'une instrumentalisation politique du christianisme comme il n'en a pas manqué au cours de l'histoire, et comme en témoigne aussi de nos jours l'actuel patriarche orthodoxe de Moscou encourageant et bénissant l'agression russe contre l'Ukraine.

Cette « extrême-droitisation » du catholicisme français représente une tragédie, au moins aussi affligeante (pour un chrétien, en tout cas !) que l'ultra-déchristianisation de notre société. Contrairement à ce que croient les promoteurs du retour à un catholicisme identitaire, qui comptent faire ainsi revivre le message chrétien en France, ce qui est en train de se passer va accélérer plus encore la déchristianisation du pays, car on ne saurait sauver le message en le trahissant ou en l'édulcorant. Je ne sais si des évêques prendront le noble risque de dire cela ces prochains jours, mais en tout cas, il y a dans cette dérive massive un urgent sujet de réflexion pour les théologiens autant que pour les pasteurs !

Autorité morale affaiblie

On sait pourquoi, en 2022 comme en 2017, les évêques catholiques de France, réunis le 6 avril à Lourdes, se limitent à un appel au discernement personnel et en conscience des catholiques, sans nommer le mal et le danger. L'horreur et l'ampleur des crimes pédophiles dans l'Eglise ont considérablement affaibli l'autorité morale de cette dernière. On peut comprendre que les évêques hésitent désormais à se poser en donneurs de leçons. Dans une société de moins en moins encline à prêter attention à des recommandations ou à des diktats d'origine religieuse, les évêques peuvent également craindre de se voir accuser d'atteinte à la laïcité (ce que ne manquera pas de dire Marine Le Pen s'ils osent une parole !).

Quand bien même ceux qui, parmi eux, sont susceptibles de voter à l'extrême droite se comptent sur les doigts d'une main, on sent également une crainte, dans l'épiscopat, de toute division interne. Il y a, pareillement, la peur de déchirer les communautés chrétiennes, et même la peur de devoir faire face à la fronde – ou à la désertion – d'une part importante des forces militantes actuelles du catholicisme français, qui s'inscrit de plus en plus dans cette dynamique du catholicisme identitaire.

Pourtant, dans d'autres domaines, comme les sujets dits « sociétaux » (mariage ouvert aux personnes homosexuelles, euthanasie, avortement...), les évêques semblent moins soucieux de ne pas se montrer clivants. Cela signifierait-il que, pour eux, l'allongement des délais pour avorter, ou l'accès volontaire à l'euthanasie seraient plus graves que la mise en péril de notre système démocratique et de la construction européenne ? Je ne peux le croire !

Il faut que les évêques de France, au moins les plus courageux d'entre eux, sachent dire : « Aucune voix chrétienne ne doit aller, dimanche 24 avril 2022, à l'extrême droite ! » Il faut, en tout cas, qu'une majorité de baptisés et de prêtres le crient haut et fort. Appeler à voter, du même coup, pour le président sortant ne signifie pas, pour autant, donner à celui-ci un nouveau blanc-seing. Il y a dans ce pays trop de souffrances, trop d'inégalités, trop de colères pour que ce qui fait système depuis maintenant tant de décennies continue de la même façon. Mais les deux candidatures ne sont pas comparables. L'une n'est pas fermée à davantage d'humanité, l'autre nous conduit au chaos.

Christian Delorme est prêtre du diocèse de Lyon. Très engagé auprès des migrants, il a été un des initiateurs de la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983. Il est l'auteur, avec Rachid Benzine, de « La République, l'Eglise et l'islam » (Bayard, 2016).